

EXECUTIEVEN — EXECUTIFS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 84 — 246

7 NOVEMBRE 1983. — Décret réglant, pour la Communauté française, les allocations et les prêts d'études, coordonné le 7 novembre 1983

CHAPITRE Ier. — Principes et champ d'application

Article 1er. § 1er. L'Exécutif de la Communauté française, ci-après dénommé l'Exécutif, accorde, dans les limites des crédits budgétaires disponibles, des allocations aux élèves de l'enseignement secondaire et de l'enseignement artistique de niveau secondaire, ainsi qu'aux étudiants de l'enseignement supérieur et de l'enseignement artistique de niveau supérieur, lorsqu'ils sont de condition peu aisée.

§ 2. Des prêts d'études sont accordés aux étudiants qui, étant titulaires d'un diplôme de fin d'études supérieures, poursuivent des études spécialisées connexes à ce diplôme ou préparent, sous la direction d'un promoteur, une thèse en vue de l'obtention d'un titre de docteur ou d'agrégé de l'enseignement supérieur.

§ 3. Des prêts peuvent être accordés en complément d'allocations d'études.

§ 4. Des prêts d'études peuvent être accordés aux étudiants et aux élèves, qui ne peuvent bénéficier d'une allocation d'études.

§ 5. L'Exécutif fixe les modalités suivant lesquelles sont octroyés ces allocations et ces prêts.

Art. 2. Le présent décret coordonné est applicable à tout élève ou étudiant belge, inscrit dans un établissement d'enseignement, dont la langue d'enseignement est le français, organisé, subventionné ou reconnu par l'Etat, qu'il soit situé en Belgique ou à l'étranger.

L'Exécutif peut étendre le champ d'application du présent décret coordonné à des élèves ou étudiants belges, qui font des études à l'étranger dans des établissements autres que ceux que vise l'alinéa 1er.

L'Exécutif peut étendre le champ d'application du présent décret coordonné à des élèves et étudiants étrangers, qui résident en Belgique et y font des études.

Art. 3. Sauf dans les cas déterminés par l'Exécutif, il ne peut être accordé d'allocation à l'élève ou à l'étudiant qui, n'étant plus soumis à l'obligation scolaire, fait des études d'un niveau égal ou inférieur à celui des études qu'il a déjà faites, qu'il ait ou non bénéficié, à cette fin, d'une allocation ou d'un prêt d'études. Un prêt d'études peut toutefois être accordé aux conditions et selon les modalités fixées par l'Exécutif.

Pour l'application de l'alinéa 1er, l'Exécutif détermine les différents niveaux d'études.

Un prêt, en vue de la préparation d'une thèse de doctorat, ne peut être accordé plus de quatre fois.

L'Exécutif fixe les conditions d'octroi des allocations et prêts d'études, accordés à certaines catégories d'élèves des cours de promotion sociale.

Les élèves libres ne bénéficient pas des allocations et prêts d'études.

Art. 4. Pour l'application du présent décret coordonné, est réputé de condition peu aisée l'élève ou l'étudiant dont les ressources ou celles des personnes, qui en ont la charge ou y pourvoient n'excèdent pas le montant fixé par l'Exécutif.

Art. 5. Les élèves de condition peu aisée de l'enseignement secondaire et de l'enseignement artistique de niveau secondaire, ainsi que les étudiants de condition peu aisée de l'enseignement supérieur et de l'enseignement artistique de niveau supérieur, ont droit à une allocation ou à un prêt d'études, pour une année d'études déterminée, s'ils ont terminé avec fruit l'année scolaire précédente, ou s'ils ont subi avec succès une épreuve d'accès légalement ou régulièrement fixée à certains cycles d'études.

Les allocations et prêts d'études ne peuvent être employés que pour couvrir des frais résultant de l'entretien de l'élève ou de l'étudiant et des études qu'ils poursuivent. Ces fonds ne peuvent être saisis du chef des dettes que l'élève, l'étudiant ou leur représentant légal, auraient contractées et qui seraient étrangères à ces fins.

Art. 6. § 1er. Les allocations et prêts d'études sont accordés pour une année d'études. Un élève ou étudiant ne peut bénéficier de plusieurs allocations ou de plusieurs prêts d'études, à charge de la Communauté française, pour une année scolaire ou académique.

§ 2. Les allocations et prêts d'études, pour l'enseignement secondaire et pour l'enseignement artistique de niveau secondaire, sont versés avant le 1er janvier de l'année scolaire.

§ 3. Les allocations et prêts d'études, pour l'enseignement supérieur et pour l'enseignement artistique de niveau supérieur, sont versés avant le 1er janvier de l'année scolaire ou académique, pour les demandeurs ayant réussi les épreuves de l'année précédente, lors de sa première session d'examen, et avant le 1er avril de l'année scolaire ou académique, pour les demandeurs ayant dû présenter la seconde session.

Art. 7. Les conditions et modalités d'octroi des allocations et des prêts sont fixées par l'Exécutif, notamment en fonction des revenus de toute nature des demandeurs et des personnes qui en ont la charge.

Les conditions et modalités de remboursement des prêts sont également fixées par l'Exécutif, notamment en fonction des revenus de toute nature des bénéficiaires et des personnes qui en ont la charge.

L'Exécutif peut lier l'octroi des prêts au paiement d'intérêts, dont il fixe les taux.

Art. 8. L'Exécutif établit les critères en vue de la détermination du montant des allocations et des prêts.

CHAPITRE II. — De la demande, du retrait et du recouvrement d'une allocation ou d'un prêt d'études

Art. 9. La demande d'allocation ou de prêt est introduite par l'élève ou l'étudiant ou par son représentant légal, auprès du service des allocations et prêts d'études dépendant du Ministre-Membre de l'Exécutif de la Communauté française ayant ces matières dans ses attributions, ci-après dénommé le Ministre.

Sur avis conforme du Comité de protection de la jeunesse, la personne qui pourvoit à l'entretien de l'élève ou de l'étudiant, peut, en cas de carence du représentant légal, présenter une demande d'allocation.

Les décisions prises concernant la demande sont notifiées sans délai à l'intéressé.

Art. 10. L'Exécutif rapporte, dans les cas suivants, la décision ayant accordé l'allocation ou le prêt d'études :

1. lorsque le bénéficiaire ne satisfait pas, au moment de l'octroi de l'allocation ou du prêt, à l'une des conditions requises;
2. lorsque, sans motif valable, l'élève ou l'étudiant ne suit pas régulièrement tous les cours et tous les exercices pratiques ou ne se présente pas à tous les examens de fin d'année, y compris ceux de la deuxième session.

La décision de retrait et la demande de remboursement qui s'ensuit sont notifiées au débiteur par lettre recommandée à la poste, mentionnant :

1. les paiements faits et leur date;
2. les motifs pour lesquels le remboursement est exigé;
3. la somme totale réclamée.

Art. 11. L'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines est chargée d'office :

1. de procéder à la récupération de prêts accordés conformément à l'article 7;
2. de poursuivre, conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949, le recouvrement des allocations et prêts d'études exigé, en tout ou en partie.

Art. 12. Un intérêt dont le taux est déterminé par l'Exécutif peut être exigé si l'étudiant abandonne ses études sans motif valable ou s'il a obtenu l'allocation ou le prêt sur la foi de déclarations inexactes ou incomplètes.

Art. 13. Sont acquises définitivement aux bénéficiaires, pour autant qu'elles n'aient pas été obtenues par des manœuvres frauduleuses ou des déclarations fausses ou sciemment incomplètes, les sommes payées indûment par le service des allocations et des prêts d'études, si le remboursement n'en est pas exigé dans les cinq ans à compter du 1er janvier de l'exercice budgétaire sur lequel la dépense est imputée.

CHAPITRE III. — De la réclamation et du recours

Art. 14. L'élève ou l'étudiant dont la demande d'allocation ou de prêt a été rejetée, en tout ou en partie, peut introduire une réclamation auprès du service des allocations et des prêts d'études.

La réclamation doit être formée par lettre recommandée à la poste dans les trente jours qui suivent la notification du document indiquant le montant définitif de l'allocation ou du prêt d'études. La réclamation est motivée.

Le fonctionnaire qui dirige le service des allocations et des prêts d'études statue sur la réclamation dans les trente jours de sa réception. Sa décision est motivée. Elle est notifiée par lettre recommandée à la poste.

Art. 15. L'élève ou l'étudiant peut introduire un recours auprès du Conseil d'appel des allocations et des prêts d'études :

1° contre une décision de l'Exécutif rapportant, en application de l'article 10, alinéa 1er, une décision ayant accordé une allocation ou un prêt;

2° contre une décision du fonctionnaire du service des allocations et des prêts d'études qui a rejeté une réclamation introduite en application de l'article 14.

Le recours doit être formé par lettre recommandée à la poste dans les trente jours qui suivent la notification de la décision.

Le recours est motivé.

Art. 16. Le Conseil d'appel se compose :

1° d'un magistrat, président;

2° de deux représentants de l'enseignement officiel;

3° d'un membre représentant l'enseignement libre non confessionnel;

4° d'un membre de l'enseignement libre confessionnel;

5° de deux membres délégués du Ministre.

Les membres repris aux 2°, 3° et 4° ci-dessus sont choisis par priorité parmi les membres du Conseil supérieur des allocations et des prêts d'études.

Les membres repris au 5° ne peuvent faire partie ou avoir fait partie du service des allocations et des prêts d'études.

Le président et les membres du Conseil d'appel sont nommés par l'Exécutif de la Communauté française sur proposition du Ministre.

Leur mandat est de cinq ans et est renouvelable.

En cas de décès ou de démission du président ou d'un membre, le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

Un suppléant sera désigné pour chaque membre du Conseil d'appel.

Le secrétariat du Conseil d'appel est assuré par le chef du service des allocations et des prêts d'études ou par son délégué qui siège sans voix délibérative.

CHAPITRE IV.

Du service des allocations et des prêts d'études

Art. 17. Il y a, parmi les services de l'Exécutif, un service des allocations et des prêts d'études.

Ce service est soumis aux dispositions que l'Exécutif détermine, sur la proposition du Ministre et du Ministre-Membre de l'Exécutif qui a les finances dans ses attributions.

Ces dispositions prévoient entre autres :

1° la décentralisation de ce service;

2° l'établissement et la publication d'un budget et de comptes;

3° le contrôle des comptes par la Cour des Comptes, qui pourra l'effectuer sur place;

4° le maintien des dépenses dans les limites des recettes et dans celles des crédits limitatifs votés;

5° la faculté d'utiliser, dès le commencement de l'année, les ressources disponibles à la fin de l'année précédente;

6° le manquement et la garde des fonds et valeurs par un comptable justiciable de la Cour des comptes.

Art. 18. Les fonctionnaires du niveau 1 du service des allocations et des prêts d'études peuvent obtenir tous les renseignements qu'ils jugent utiles en vue de l'application du présent décret coordonné.

CHAPITRE V

De la gestion et des moyens financiers

Art. 19. Les recettes et dépenses relatives aux allocations et prêts d'études sont inscrites à la section « Allocations et prêts d'études » du budget des dépenses culturelles, Education nationale.

Les recettes non utilisées au cours d'un exercice sont portées en recettes au budget de l'exercice suivant et y reçoivent l'affectation que leur a donné le budget.

Les fonds provenant du remboursement d'allocations et de prêts d'études sont placés en compte-courant soit à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, soit au Crédit Communal de Belgique.

Art. 20. Le Ministre dispose :

1° pour les allocations d'études :

a) de crédits dont le montant est inscrit annuellement dans le décret budgétaire;

b) des remboursements éventuels d'allocations d'études;

2° pour les prêts d'études :

a) de crédits dont le montant est inscrit annuellement dans le décret budgétaire;

b) des remboursements éventuels faits par les bénéficiaires d'un prêt d'études.

Les fonds destinés aux allocations d'études et ceux destinés aux prêts d'études font l'objet de comptabilités distinctes.

CHAPITRE VI.

Du conseil supérieur des allocations et des prêts d'études

Art. 21. § 1er. Un Conseil supérieur des allocations et des prêts d'études est chargé de donner son avis au Ministre sur les questions intéressant le régime des allocations et des prêts d'études, soit d'initiative, soit à la demande du Ministre.

§ 2. Le Conseil doit être consulté :

1° sur la politique générale en matière d'allocations et de prêts d'études;

2° sur les crédits requis annuellement et sur leur répartition;

3° sur les projets de règlements relatifs à ces matières.

En ces matières, le Conseil doit émettre son avis au plus tard deux mois après avoir été saisi d'une demande d'avis.

Art. 22. Le Conseil se compose :

1° de quatre membres effectifs et de deux membres suppléants représentant l'enseignement officiel;

2° de quatre membres effectifs et de deux membres suppléants représentant l'enseignement libre;

3° de deux membres effectifs et de deux membres suppléants représentant les associations de parents d'élèves de l'enseignement secondaire officiel et de l'enseignement artistique de niveau secondaire officiel;

4° de deux membres effectifs et de deux membres suppléants représentant les associations de parents d'élèves de l'enseignement secondaire libre et de l'enseignement artistique de niveau secondaire libre;

5° de deux membres effectifs et de deux membres suppléants représentant les associations d'étudiants de l'enseignement supérieur officiel et de l'enseignement artistique de niveau supérieur officiel;

6° de deux membres effectifs et de deux membres suppléants représentant les associations d'étudiants de l'enseignement supérieur libre et de l'enseignement artistique de niveau supérieur libre;

7° de deux membres effectifs et de deux membres suppléants représentant les associations professionnelles dont l'activité s'étend à l'ensemble des secteurs économiques;

8° de deux membres effectifs et de deux membres suppléants représentant des associations patronales dont l'activité s'étend à l'ensemble des secteurs économiques.

Sur proposition du Ministre, l'Exécutif de la Communauté française nomme les membres effectifs et les membres suppléants, et, parmi les membres effectifs, un président et deux vice-présidents représentant l'enseignement universitaire, l'enseignement supérieur non universitaire ou l'enseignement artistique de niveau supérieur et l'enseignement secondaire ou l'enseignement artistique de niveau secondaire.

Le secrétariat du Conseil est assuré par le chef du service des allocations et des prêts d'études ou par son délégué.

Le mandat des membres représentant les associations d'étudiants est de deux ans; celui des autres membres est de cinq ans.

Le membre nommé en remplacement d'un membre décédé ou démissionnaire achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 23. Le Conseil est convoqué par son président, soit à la demande du Ministre, soit à la demande d'un tiers des membres. La demande précise l'ordre du jour.

CHAPITRE VII. — Du rapport annuel

Art. 24. Le Ministre publie, chaque année, le rapport établi par le secrétariat du Conseil supérieur, sur les activités du Conseil d'appel, du Conseil supérieur et du service des allocations et des prêts d'études.

Vu pour être annexé à notre arrêté du 7 novembre 1983.

Le Ministre de l'Enseignement de la Communauté française,

R. URBAIN

Annexe 1

Dispositions non reprises dans la coordination

A. Loi du 19 juillet 1971.

Art. 17. L'article 59, 47°, du Code des droits de timbre est remplacé par la disposition suivante :

« 47° Toutes les pièces administratives produites à l'appui d'une demande d'allocation ou de prêt d'études ou à l'occasion de celle-ci par les requérants et les bénéficiaires. »

Art. 18. § 1er. Le Fonds national des études, institué par la loi du 19 mars 1954, est dissous.

§ 2. A l'article 1er, A, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, les mots « Fonds national des études », insérés par l'arrêté royal du 18 décembre 1957, sont supprimés.

Art. 19. Les étudiants qui peuvent prétendre, en vertu de la loi du 19 mars 1954, au renouvellement de leur bourse d'études, et qui répondent aux conditions prévues par la présente loi, obtiennent une allocation d'études qui ne peut être inférieure au montant de cette bourse.

Art. 21. La loi du 19 mars 1954, instituant un Fonds national des études, modifiée par la loi du 20 juin 1966 et par l'arrêté royal n° 16 du 18 avril 1967, est abrogée.

B. Décret du 20 juillet 1978.

Art. 2. Les alinéas 1er et 3 de l'article 5 de la loi du 19 juillet 1971 sont abrogés.

A l'alinéa 2 du même article, les mots « qui ne sont pas soumis à l'obligation scolaire » sont remplacés par les mots « qui sont âgés de plus de quatorze ans ».

Art. 4. Le Roi peut organiser l'octroi d'allocations aux élèves de l'enseignement secondaire qui n'ont pas atteint l'âge de quatorze ans et qui se trouvent dans les situations sociales exceptionnelles qu'il détermine.

Il peut en outre fixer les conditions particulières pour l'octroi de ces allocations, et notamment déroger aux conditions prévues par la loi du 19 juillet 1971.

Art. 5. Le présent décret est applicable à tout étudiant qui est inscrit dans une institution d'enseignement établie en région de langue française, à tout étudiant inscrit dans une institution d'enseignement de langue française à Bruxelles-Capitale, ainsi qu'à tout étudiant qui, à l'étranger, est inscrit dans une section française d'un établissement de régime belge.

Ces institutions doivent être organisées, subventionnées ou reconnues par l'Etat.

Art. 6. Le Roi est habilité à coordonner les dispositions de la loi du 19 juillet 1971, avec celles du présent décret. A cette fin, Il peut modifier l'ordre et la numérotation des articles, paragraphes et alinéas des textes à coordonner.

Art. 7. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

C. Décret du 16 juin 1981

Art. 1er. L'article 1er, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 19 juillet 1971 relative à l'octroi d'allocations et de prêts d'études, modifié par le décret du 20 juillet 1978, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le membre de l'Exécutif de la Communauté française ayant les allocations d'études dans ses attributions, accorde des allocations d'études aux élèves de l'enseignement secondaire âgés de plus de quatorze ans et aux élèves de l'enseignement supérieur lorsqu'ils sont de condition peu aisée.

L'enseignement secondaire artistique est, pour l'application de la loi du 19 juillet 1971 modifiée par le décret du 20 juillet 1978, assimilé à l'enseignement secondaire; l'enseignement artistique supérieur à l'enseignement supérieur.

Art. 2. Le présent décret produit ses effets le 1er septembre 1979.

D. Décret du 1er juillet 1982.

Art. 2. L'article 5 du décret du 20 juillet 1978 est abrogé et l'article 2 de la loi du 19 juillet 1971 est remplacé par la disposition suivante : (...).

Art. 8. Le 2e alinéa de l'article 20 de la même loi est abrogé.

Art. 10. L'article 4 du décret du 20 juillet 1978, modifiant la loi du 19 juillet 1971 relative à l'octroi d'allocations et de prêts d'études, est abrogé.

Art. 11. Le présent décret entre en vigueur le 1er septembre qui suivra la publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 4, 5, 6 et 7, qui entrent en vigueur le jour de cette publication.

E. Décret du 30 mars 1983

Art. 3. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 84 — 246

7 NOVEMBER 1983. — Decreet tot regeling,
voor de Franse Gemeenschap, van de toekenning van de studietoelagen en de studieleningen, gecoördineerd op 7 november 1983

HOOFDSTUK I. — *Principes en toepassingsgebied*

Artikel 1. § 1. De Executieve van de Franse Gemeenschap, hierna genaamd de Executieve, verleent, binnen de grenzen van de beschikbare begrotingsmiddelen, toelagen aan minvermogene leerlingen van het secundair onderwijs en van het artistiek onderwijs van het secundair niveau, alsook aan minvermogene studenten van het hoger onderwijs en van het artistiek onderwijs van hoger niveau.

§ 2. Aan studenten die reeds in het bezit zijn van een eindexamen diploma van het hoger onderwijs en een gespecialiseerd onderwijs volgen, dat aansluit bij hun voormeld diploma of die onder de leiding van een promotor een thesis voorbereiden voor het behalen van een titel van doctor of van geaggregeerde voor het hoger onderwijs, worden studieleningen verleend.

§ 3. Studieleningen kunnen worden verleend ter aanvulling van studietoelagen.

§ 4. Studieleningen kunnen worden verleend aan studenten en leerlingen die geen studietoelage kunnen genieten.

§ 5. De Executieve bepaalt de wijze waarop de toelagen en leningen worden verleend.

Art. 2. Dit gecoördineerd decreet is toepasselijk op elke Belgische leerling of student in een door de Staat georganiseerde, gesubsidieerde of erkende onderwijsinstelling, waarvan het Frans de onderwijstaal is, gevestigd in België of in het buitenland.

De Executieve kan het toepassingsgebied van dit gecoördineerd besluit uitbreiden tot Belgische leerlingen en studenten, die in het buitenland aan andere onderwijsinstellingen dan die bepaald in het eerste lid studeren.

De Executieve kan het toepassingsgebied van dit gecoördineerd decreet uitbreiden tot buitenlandse leerlingen en studenten die in België verblijven en er onderwijs volgen.

Art. 3. Behoudens in de door de Executieve bepaalde gevallen, mag geen studietoelage worden toegekend aan een niet meer leerplichtig leerling of student, die onderwijs volgt op een niveau dat gelijk is aan of lager is dan het niveau van het onderwijs dat hij reeds, al dan niet met toekenning van een studietoelage of lening, heeft gevolgd. Een studielening mag echter worden toegekend onder de voorwaarden en op de wijze die door de Executieve worden bepaald.

Voor de toepassing van het eerste lid bepaalt de Executieve de verschillende onderwijsniveaus.

Een lening voor het voorbereiden van een doctoraatsthesis mag echter niet meer dan vier maal verleend worden.

De Executieve bepaalt de voorwaarden waarin studietoelagen en leningen toegekend worden aan sommige categorieën leerlingen van het onderwijs voor sociale promotie.

Vrije leerlingen kunnen noch studietoelagen noch studieleningen genieten.

Art. 4. Wordt voor de toepassing van dit gecoördineerd decreet als minvermogen beschouwd, de leerling of de student wiens vermogen of dit van de persoon van wie hij ten laste is of die in zijn onderhoud voorziet, het door de Executieve vastgestelde bedrag niet overschrijdt.

Art. 5. De minvermogene leerlingen van het secundair onderwijs en van het artistiek onderwijs van het secundair niveau, en de minvermogene studenten van het hoger onderwijs en van het artistiek onderwijs van het hoger niveau, hebben recht op een studietoelage of lening voor een bepaald studiejaar, indien ze met vrucht het vorige schooljaar beëindigd hebben, of indien zij voldoen aan de wettelijk of reglementair bepaalde toelatingsvoorwaarden tot bepaalde studiecycli.

De studietoelagen en leningen mogen slechts worden aangewend voor het dekken van de kosten voor het onderhoud van de leerling of de student, en het door hem gevolgde onderwijs. Op deze gelden mag geen beslag worden gelegd wegens schulden die de leerling, de student of hun wettelijke vertegenwoordiger hebben aangegaan en die geen verband houden met deze doeleinden.

Art. 6. § 1. De studietoelagen en leningen worden voor één studiejaar toegekend. Een leerling of student kan voor één schooljaar of academisch jaar slechts één studietoelage of lening ten laste van de Franse Gemeenschap genieten.

§ 2. Studietoelagen en leningen voor het secundair onderwijs en voor het artistiek onderwijs van het secundair niveau, worden vóór 1 januari van het schooljaar uitbetaald.

§ 3. De studietoelagen en leningen voor het hoger onderwijs en voor het artistiek onderwijs van het hoger niveau, worden vóór 1 januari van het schooljaar of het academisch jaar, uitbetaald aan de studenten die tijdens de eerste zitting voor de examens van het vorige jaar zijn geslaagd, en vóór 1 april van het schooljaar of het academisch jaar aan de studenten die in de tweede zitting zijn geslaagd.

Art. 7. De voorwaarden en de wijze van toekenning van de toelagen en van de leningen worden door de Executieve bepaald, inzonderheid in verhouding tot de inkomsten van allerhande aard van de aanvragers, en van de personen van wie zij ten laste zijn.

De voorwaarden en de wijze van terugbetaling van de leningen worden eveneens door de Executieve bepaald, inzonderheid in verhouding tot de inkomsten van allerhande aard van degenen die ze genieten en van de personen van wie zij ten laste zijn.

De Executieve kan de toekenning van de leningen afhankelijk maken van de betaling van intresten waarvan zij de rentevoet bepaalt.

Art. 8. De Executieve bepaalt de criteria voor het vaststellen van het bedrag van de toelagen en van de leningen.

HOOFDSTUK II. — *Aanvraag, intrekking en terugvordering van een studietoelage of studielening*

Art. 9. De aanvraag voor een studietoelage of studielening wordt door de leerling of de student of door zijn wettelijke vertegenwoordiger ingediend bij de dienst voor studietoelagen en studieleningen die afhangt van de Minister-Lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap, tot wiens bevoegdheid deze aangelegenheden behoren, hierna genaamd de Minister.

Op eensluidend advies van het Jeugdbeschermingscomité mag, in geval de wettelijke vertegenwoordiger niet optreedt, de persoon die in het onderhoud van de leerling of de student voorziet een aanvraag tot het bekomen van een toelage indienen.

De beslissingen over de aanvraag worden onverwijld aan de betrokkene medegedeeld.

Art. 10. De beslissing tot toekenning van een studietoelage of lening wordt door de Executieve ingetrokken in de volgende gevallen:

1. indien de belanghebbende bij de toekenning van de toelage of de lening één van de voorwaarden niet vervult;
2. indien de leerling of de student zonder gegronde reden niet regelmatig al de lessen en al de praktische oefeningen volgt of niet aan alle eindexamens deelneemt, met inbegrip van deze van de tweede zitting.

De beslissing waarbij de toelage of lening wordt ingetrokken en de aanvraag tot terugbetaling worden aan de schuldenaar betekend bij een ter post aangetekende brief waarin vermeld worden:

1. de uitgekeerde betalingen en de data ervan;
2. de redenen waarop de terugbetaling is gesteund;
3. de totale teruggevorderde som.

Art. 11. De Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, de registratie en domeinen is ambtshalve belast met:

1. de terugvordering van de leningen toegestaan overeenkomstig artikel 7;

2. de volledige of gedeeltelijke terugvordering van de studietoelagen of leningen overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949.

Art. 12. Een interest waarvan de Executieve het bedrag bepaalt, kan geëist worden indien de student zijn studies zonder gegronde reden opgeeft of indien hij de toelage of lening heeft verkregen op basis van onjuiste of onvolledige verklaringen.

Art. 13. Zijn voorgoed verkregen door diegenen die ze hebben ontvangen, ten minste indien zij deze niet door bedrieglijke handelingen hebben bekomen of door valsc of wetens en willens onvolledige verklaringen, de door de diensten voor studietoelagen onverschuldigd uitbetaalde sommen, wanneer de terugbetaling daarvan niet gevraagd wordt binnen een termijn van vijf jaar te rekenen van 1 januari van het begrotingsjaar waarop de uitgave is aangerekend.

HOOFDSTUK III. — Klacht en beroep

Art. 14. De leerling of student wiens aanvraag voor het bekomen van een studietoelage of lening gedeeltelijk of volledig wordt verworpen kan klacht indienen bij de dienst voor studietoelagen en studieleningen.

De klacht moet worden ingediend bij een ter post aangetekende brief binnen dertig dagen die volgen op de betekening van het document dat het definitieve bedrag van de studietoelage of lening vermeldt. De klacht dient met redenen te worden omkleed. De ambtenaar die de dienst voor studietoelagen en studieleningen leidt, beslist over de klacht binnen dertig dagen na ontvangst ervan. Zijn beslissing is met redenen omkleed. Zij wordt bij een ter post aangetekende brief medegedeeld.

Art. 15. De leerling of de student kan een beroep instellen bij de Raad van beroep voor studietoelagen en studieleningen:

1° tegen een beslissing van de Executieve waarbij een toegekende toelage of lening krachtens artikel 10, lid 1, wordt ingetrokken;

2° tegen een beslissing van de ambtenaar van de dienst voor studietoelagen en studieleningen die een krachtens artikel 14 ingediende klacht heeft verworpen.

Het beroep moet worden ingesteld bij een ter post aangetekende brief binnen veertien dagen na de mededeling van de beslissing. Het beroep dient met redenen te worden omkleed.

Art. 16. De Raad van beroep is samengesteld uit :

- 1° één magistraat, voorzitter;
- 2° twee vertegenwoordigers van het officieel onderwijs;
- 3° één lid dat tot het niet-confessioneel vrij onderwijs behoort;
- 4° één lid van het confessioneel vrij onderwijs;
- 5° twee afgevaardigden van de Minister.

De onder de punten 2°, 3 en 4 vermelde personen worden bij voorkeur gekozen onder de leden van de Hoge Raad voor Studietoelagen en Studieleningen.

De sub 5° vermelde leden mogen geen deel uitmaken of hebben uitgemaakt van de dienst voor studietoelagen en leningen.

De Executieve van de Franse Gemeenschap benoemt de voorzitter en de leden van de Raad van beroep op voorstel van de Minister.

Hun mandaat duurt vijf jaar en kan vernieuwd worden.

Bij het overlijden van de voorzitter of van een lid beëindigt het ter vervanging benoemde lid het mandaat van zijn voorganger.

Voor elk lid van de Raad van beroep wordt een plaatsvervanger aangesteld.

Het secretariaat van de Raad van beroep wordt door het hoofd van de dienst voor studietoelagen en studieleningen of door zijn afgevaardigde, die niet stemgerechtigd zijn, waargenomen.

HOOFDSTUK IV

Dienst voor studietoelagen en studieleningen

Art. 17. Bij de diensten van de Executieve is er een dienst voor studietoelagen en studieleningen.

Deze dienst is onderworpen aan de bepalingen vastgelegd door de Executieve op de voordracht van de Minister en van de Minister-Lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid de financiën behoren.

Deze bepalingen behelzen o.a. :

- 1° de decentralisatie van deze dienst;
- 2° het opmaken en het bekendmaken van een begroting en van rekeningen;
- 3° de controle van de rekeningen door het Rekenhof die ter plaatse kan gebeuren;

4° het houden van de uitgaven binnen de perken van de inkomsten en van de goedgekeurde limitatieve kredieten;

5° de mogelijkheid om, bij het begin van het jaar, de bij het verstrijken van het vorige jaar beschikbare geldmiddelen te gebruiken;

6° de behandeling en de bewaring van de geldmiddelen en van de waarden door een tegenover het Rekenhof verantwoordelijke rekenplichtige.

Art. 18. De ambtenaren van niveau 1 van de dienst voor studietoelagen en studieleningen kunnen alle inlichtingen inwinnen die ze nuttig achten voor de toepassing van dit gecoördineerd decreet.

HOOFDSTUK V

Beheer en financiële middelen

Art. 19. De ontvangsten en de uitgaven met betrekking tot de studietoelagen en studieleningen zijn ingeschreven in de sectie « Studietoelagen en studieleningen » van de begroting voor culturele uitgaven, Onderwijs.

De ontvangsten die in de loop van het dienstjaar niet zijn gebruikt worden als ontvangsten op de begroting van het volgende dienstjaar ingeschreven en bekomen er de bestemming die hun door de begroting werd gegeven.

Terugbetalingen van studietoelagen en studieleningen worden op een rekeningcourant hetzij bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, hetzij bij het Gemeentekrediet van België geplaatst.

Art. 20. De Minister beschikt :

1° voor de studietoelagen :

- a) over kredieten, waarvan het bedrag jaarlijks ingeschreven wordt in het begrotingsdecreet;
- b) over de eventuele terugstortingen van studietoelagen;

2° voor de studieleningen :

- a) over kredieten, waarvan het bedrag jaarlijks ingeschreven wordt in het begrotingsdecreet;
- b) over de eventuele terugstortingen door gerechtigden op een studielening.

De geldmiddelen voor studietoelagen en deze voor studieleningen worden afzonderlijk hoe gehouden.

HOOFDSTUK VI

Hoge Raad voor Studietoelagen en studieleningen

Art. 21. § 1. De Hoge Raad voor studietoelagen en studieleningen verleent de Minister advies over alle vraagstukken in verband met het stelsel van de studietoelagen en leningen, hetzij op eigen initiatief, hetzij op aanvraag van de Minister.

§ 2. De Raad moet geraadpleegd worden :

- 1° over het algemeen beleid inzake studietoelagen en leningen;
- 2° over de kredieten die jaarlijks vereist zijn en over hun verdeling;
- 3° over de ontwerpen van reglementen in verband met deze aangelegenheden.

Over deze aangelegenheden moet de Raad advies uitbrengen ten laatste twee maanden nadat het verzoek om advies aanhangig is gemaakt.

Art. 22. De Raad is samengesteld uit :

- 1° vier werkende leden en twee plaatsvervangende leden die het officieel onderwijs vertegenwoordigen;
- 2° vier werkende leden en twee plaatsvervangende leden die het vrij onderwijs vertegenwoordigen;
- 3° twee werkende leden en twee plaatsvervangende leden die de ouderverenigingen van de leerlingen uit het officieel secundair onderwijs en uit het officieel artistiek onderwijs van het secundair niveau vertegenwoordigen;
- 4° vier werkende leden en twee plaatsvervangende leden die de ouderverenigingen van de leerlingen uit het vrij secundair onderwijs en het vrij artistiek onderwijs van het secundair niveau vertegenwoordigen;
- 5° twee werkende leden en twee plaatsvervangende leden die de studentenverenigingen van het officieel hoger onderwijs en van het officieel artistiek onderwijs van het hoger niveau vertegenwoordigen;
- 6° twee werkende leden en twee plaatsvervangende leden die de studentenverenigingen van het vrij hoger onderwijs en van het vrij artistiek onderwijs van het hoger niveau vertegenwoordigen;

7° twee werkende leden en twee plaatsvervangende leden die de vakverenigingen, die alle bedrijfssectoren omvatten, vertegenwoordigen;

8° twee werkende leden en twee plaatsvervangende leden die de verenigingen van werkgevers, die alle bedrijfssectoren omvat, vertegenwoordigen.

Op de voordracht van de Minister benoemt de Executieve van de Franse Gemeenschap de werkende leden en de plaatsvervangende leden, en, onder de werkende leden, een voorzitter en twee ondervoorzitters die het universitair onderwijs, het niet-universitair hoger onderwijs of het artistiek onderwijs van het hoger niveau alsook het secundair onderwijs of het artistiek onderwijs van het secundair niveau vertegenwoordigen.

Het secretariaat van de Raad wordt door het hoofd van de dienst voor studietoelagen en studieleningen of door zijn afgevaardigde waargenomen.

Het mandaat van de leden die de studentenverenigingen vertegenwoordigen, duurt twee jaar, dat van de andere leden vijf jaar.

Het lid dat ter vervanging van een overleden of een ontslag-nemend lid benoemd is, beëindigt het mandaat van zijn voorganger.

Art. 23. De Raad vergadert op verzoek van de Minister of van een derde van de leden.

De convocatie vermeldt de agenda.

HOOFDSTUK VII. — Het jaarverslag

Art. 24. Ieder jaar maakt de Minister het verslag bekend over de activiteiten van de Raad van beroep, de Hoge Raad en de dienst voor studietoelagen en studieleningen, dat door het secretariaat van de Hoge Raad wordt opgesteld.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 7 november 1983.

De Minister van Onderwijs van de Franse Gemeenschap,

R. URBAIN

Bijlage I

Bepalingen die niet in de coördinatie zijn opgenomen

A. Wet van 19 juli 1971.

Art. 17. Artikel 59, 47°, van het Wetboek der zegelrechten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 47° Alle administratieve bescheiden die hetzij tot staving van een aanvraag tot het bekomen van een studietoelage of lening, hetzij naar aanleiding van een zodanige toelage of lening, door de verzoekers en de begunstigen ingediend worden. »

Art. 18. § 1. Het Nationaal Studiefonds ingesteld bij de wet van 19 maart 1954 wordt ontbonden.

§ 2. De woorden « Nationaal Studiefonds » ingelast door het koninklijk besluit van 18 december 1957 onder het eerste artikel, A, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, worden geschrapt.

Art. 19. De studenten die op grond van de wet van 19 maart 1954 aanspraak kunnen maken op de hernieuwing van hun studiebeurs en die aan de voorwaarden van onderhavige wet voldoen, ontvangen een studietoelage die niet lager is dan het bedrag van die studiebeurs.

Art. 21. De wet van 19 maart 1954 houdende instelling van een Nationaal Studiefonds, gewijzigd bij de wet van 20 juni 1966 en bij koninklijk besluit nr. 16 van 18 april 1967, wordt opgeheven.

B. Decreet van 20 juli 1978.

Art. 2. Lid 1 en lid 3 van artikel 5 van de wet van 19 juli 1971 worden opgeheven.

In lid 2 van hetzelfde artikel worden de woorden « die niet leerplichtig zijn » vervangen door de woorden « die meer dan veertien jaar zijn ».

Art. 4. De Koning kan de toekenning van de toelagen regelen aan leerlingen van het secundair onderwijs die de leeftijd van veertien jaar niet hebben bereikt en die zich in de uitzonderlijke toestanden bevinden die Hij bepaalt.

Hij kan bovendien de uitzonderlijke voorwaarden bepalen voor de toekenning van deze toelagen en inzonderheid afwijken van de voorwaarden bepaald in de wet van 19 juli 1971.

Art. 5. Dit decreet is van toepassing op ieder student die ingeschreven is in een onderwijsinrichting gevestigd in het Franse taalgebied, op ieder student ingeschreven in een onderwijsinrichting met het Frans als onderwijstaal te Brussel-Hoofdstad, evenals op ieder student, in het buitenland ingeschreven in een Franse afdeling van een Belgische inrichting.

Deze inrichtingen moeten ingericht, gesubsidieerd of erkend worden door de Staat.

Art. 6. De Koning is gemachtigd de bepalingen van de wet van 19 juli 1971, met deze van dit decreet te coördineren. Te dien einde mag hij de volgorde en de nummering van de artikelen, paragrafen en alinea's van de te coördineren teksten wijzigen.

Art. 7. Dit decreet treedt in werking de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

C. Decreet van 16 juni 1981.

Art. 1. Artikel 1, § 1, eerste lid van de wet van 19 juli 1971 betreffende de toekenning van studietoelagen en studieleningen zoals zij gewijzigd werd bij decreet van 20 juli 1978, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Het lid van de Franse gemeenschapsexecutieve dat de studietoelagen tot zijn bevoegdheid heeft, verleent studietoelagen aan de leerlingen van het secundair onderwijs die meer dan veertien jaar oud zijn en aan studenten van het hoger onderwijs wanneer zij minvermogend zijn.

Het secundair artistiek onderwijs is, wat de uitvoering van de wet van 19 juli 1971, betreft, zoals ze werd gewijzigd bij decreet van 20 juli 1978, gelijkgesteld met het secundair onderwijs, het hoger artistiek onderwijs wordt gelijkgesteld met het hoger onderwijs. »

Art. 2. Dit decreet heeft uitwerking op 1 september 1979.

D. Decreet van 1 juli 1982.

Art. 2. Artikel 5 van het decreet van 20 juli 1978 wordt ingetrokken en artikel 2 van de wet van 19 juli 1971 wordt door de volgende bepalingen vervangen : (...).

Art. 8. De tweede alinea van artikel 20 van dezelfde wet wordt ingetrokken.

Art. 10. Artikel 4 van het decreet van 20 juli 1978 tot wijziging van de wet van 19 juli 1971 betreffende de toekenning van studietoelagen en studieleningen wordt ingetrokken.

Art. 11. Dit decreet treedt in werking de 1e september die volgt op de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de artikelen 4, 5, 6 en 7, die de dag van deze bekendmaking in werking treden.

E. Decreet van 30 maart 1983.

Art. 3. Dit decreet heeft uitwerking de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Annexe 2 — Bijlage 2

Table de concordance. — Concordantietabel

| | | |
|---|--|--|
| <p>A. Loi du 19 juillet 1971</p> <p>A. Wet van 19 juli 1971</p> <p>art. 1 § 1 compl./aang. § 2 § 3 § 4 § 5</p> <p>art. 2 rempl./verv. art. 3 art. 4 art. 5 modif./gew. art. 6 modif./gew. art. 7 rempl./verv. art. 8 art. 9 art. 10, al. 1 et/en 2 rempl./verv. art. 10, al. 3 rempl./verv. art. 10, al. 4 rempl./verv. art. 11 art. 12, § 1 art. 12, § 2 art. 12, § 3 art. 13 art. 14 art. 15 art. 16, §§ 1 et/en 2 art. 16, § 3 art. 16, § 4 art. 16, § 5 art. 17 art. 18 art. 19 art. 20 art. 21</p> | <p>art. 1, § 1 § 2 § 3 § 4 § 5</p> <p>art. 2 art. 3 art. 4 art. 5 art. 6 art. 7 art. 8 art. 9 art. 10 art. 11 art. 12 art. 13 art. 14 art. 15 art. 16 art. 17 art. 19 art. 20 art. 21 art. 22 art. 23 art. 24</p> <p>disposition non reprise/niet opgenomen bepaling disposition non reprise/niet opgenomen bepaling disposition non reprise/niet opgenomen bepaling art. 18 disposition non reprise/niet opgenomen bepaling</p> | <p>Coordination</p> <p>Coördinatie</p> |
| <p>B. Décret du 20 juillet 1978</p> <p>B. Decreet van 20 juli 1978</p> <p>art. 2 art. 3</p> | <p>art. 5 art. 7</p> | <p>D. Coordination</p> <p>D. Coördinatie</p> |
| <p>C. Décret du 1er juillet 1982</p> <p>C. Decreet van 1 juli 1982</p> <p>art. 1 art. 2 art. 3 art. 4 art. 5</p> <p>art. 6, § 1 art. 6, § 2 art. 6, § 3 art. 7, §§ 1 et/en 2 § 3 § 4 § 5</p> | <p>art. 1, § 1 art. 2 art. 5 art. 6 art. 10 art. 11 art. 12 art. 14 art. 15 art. 16 art. 21 art. 22 art. 23 art. 24</p> | <p>Coordination</p> <p>Coördinatie</p> |
| <p>D. Décret du 30 mars 1983</p> <p>D. Decreet van 30 maart 1983</p> <p>art. 1 art. 2</p> | <p>art. 12 art. 22</p> | <p>Coordination</p> <p>Coördinatie</p> |